

# SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

## LES COMPTES DE LA NATION EN 2009

N°2011-03      DECEMBRE 2011

### RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

#### *Un ralentissement de l'activité économique et un recul de l'inflation*

L'activité économique du Burkina en 2009 s'est déroulée dans un environnement international marqué par la reprise de l'activité au niveau mondial suite à la crise financière de 2008. Cette évolution s'explique essentiellement par les effets croissants des mesures de politiques monétaire et budgétaire, la reprise progressive de la confiance des consommateurs et des entreprises, ainsi que celle du commerce international et la disponibilité des stocks pour une demande normale.

S'agissant de l'évolution des prix en 2009 dans la zone

production double entre 2008 et 2009).

Du côté de la demande, la consommation finale bien que ayant contribué faiblement à la croissance (1,7%) demeure la principale composante du PIB avec un poids de 90,5%.

La croissance en 2009 est tirée par les investissements avec une contribution à la croissance de 3,0 points. Les investissements sont réalisés principalement par les sociétés minières.

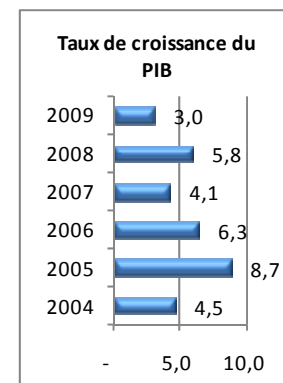
UEMOA, la tendance baissière entamée en septembre 2008 s'est poursuivie jusqu'en fin d'année mais limitée par la hausse en rythme annuel des prix des carburants. L'inflation en moyenne est de 1,3% en 2009 contre 7,4% en 2008.

Au plan interne, bien que la campagne agricole 2009/2010 n'ait pas été mauvaise mais moins bonne que celle précédente, l'économie nationale est marquée par un ralentissement de la croissance économique passant de 5,8% en 2008 à 3,0% en 2009.

Du côté de l'offre, le secteur primaire enregistre une contreperformance due à l'arrêt précoce des

L'inflation en 2009 s'est établie à 2,6% contre 10,7% en 2008. L'année 2009 enregistre ainsi une hausse mais moins importante que l'année précédente, du niveau général des prix en raison principalement des produits de grande consommation, notamment alimentaires.

Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages baisse légèrement en 2009 et s'établit à -0,6% contre une hausse de 10,1% en 2008. Quant au taux d'é-



pluies et aux inondations de septembre 2009 avec une baisse de l'ordre de 9,3% imputable tant à l'agriculture vivrière que de rente. Le secteur tertiaire connaît une forte croissance (+7%). Quant au secteur secondaire, la croissance (+7,1%) est impulsée par les performances de l'extraction minière (notamment l'or dont la

production double entre 2008 et 2009). L'inflation en 2009 s'est établie à 2,6% contre 10,7% en 2008. L'année 2009 enregistre ainsi une hausse mais moins importante que l'année précédente, du niveau général des prix en raison principalement des produits de grande consommation, notamment alimentaires.

Le taux de marge des sociétés non financières s'améliore avec un gain de +2,5 points en 2009 contre une perte de 4,3 points en 2008. Cela montre que les entreprises sont entrain de remonter la pente suite à la crise économique et financière de l'année précédente.

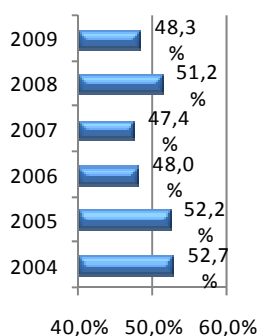
#### SOMMAIRE :

- *L'activité économique du Burkina en 2009 s'est déroulée dans un environnement international marqué par la reprise de l'activité au niveau mondial suite à la crise financière de 2008.*
- *Au plan interne, bien que la campagne agricole 2009/2010 n'ait pas été mauvaise mais moins bonne que celle précédente, l'économie nationale est marquée par un ralentissement de la croissance économique passant de 5,8% en 2008 à 3,0% en 2009.*
- *L'inflation en 2009 s'est établie à 2,6% contre 10,7% en 2008.*

#### DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2-3
LA DEMANDE	4-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES APU	8

**Poids de l'informel dans le PIB réel**



« Le poids de l'informel diminue suite à l'essoufflement du secteur primaire et représente 48,3% du PIB réel »

La situation des administrations publiques s'améliore suite à une plus grande mobilisation des recettes fiscales qui ont pu couvrir pour l'une des rares fois les dépenses courantes. Globalement, le déficit public rapporté au PIB s'établit à 3,6% contre 4,4% en 2008.

Au niveau des importations on note une baisse des prix, et une hausse en volume due principalement aux investissements de sociétés minières. Les exportations connaissent également une hausse en volume due à l'or devenu premier produit d'exportation et dont le prix s'est beaucoup apprécié

sur le marché international. La balance commerciale demeure déficitaire en 2009 mais meilleure par rapport au niveau atteint l'année précédente. Cette amélioration est due à une augmentation plus importante du rythme des exportations par rapport aux importations.

## ÉVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

### Faible croissance économique en 2009

L'économie Burkinabé croît de 3,0% en 2009 contre 5,8% l'année précédente.

Cette baisse des performances économiques s'explique par un recul du secteur pri-

maire en relation avec l'arrêt prématurée des pluies ainsi que les inondations. Les secteurs secondaires et tertiaires connaissent de bonnes performances.

En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe tou-

jours une place prépondérante. Il représente 46,4% de la valeur ajoutée totale. Le secteur primaire occupe 26,4 % de la valeur ajoutée totale en 2009, soit une baisse de 3,5 points par rapport à l'année précédente.

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2009		
	2007	2008	2009	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
<b>Secteur primaire</b>	<b>-3,7</b>	<b>20,5</b>	<b>-9,3</b>	<b>1 279,2</b>	<b>817,7</b>	<b>-2,8</b>
<i>Agriculture</i>	-13,3	36,8	-17,2	682,2	422,5	-2,9
<i>Agriculture vivrière</i>	-5,5	32,2	-14,8	549,5	332,8	-1,9
<i>Agriculture de rente</i>	-34,0	54,5	-25,0	132,6	89,6	-1,0
<i>Elevage</i>	7,1	1,8	1,3	452,4	295,0	0,1
<i>Sylviculture, Pêche et Chasse</i>	11,8	12,6	0,1	144,6	100,3	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>8,2</b>	<b>-7,1</b>	<b>7,1</b>	<b>648,7</b>	<b>572,5</b>	<b>1,3</b>
<i>Extraction</i>	30,2	31,8	172,7	108,8	50,1	1,1
<i>Industrie manufacturière</i>	8,7	-15,4	-2,6	317,1	285,0	-0,3
<i>Industries textiles</i>	-33,8	39,4	2,1	28,8	16,9	0,0
<i>Autres industries manufacturières</i>	11,3	-17,3	-2,9	288,3	268,1	-0,3
<i>Energie (Electricité, Gaz, eau)</i>	1,3	38,9	6,8	45,4	61,1	0,1
<i>BTP</i>	7,3	-4,5	6,1	177,5	176,3	0,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,5</b>	<b>3,0</b>	<b>7,0</b>	<b>1 660,7</b>	<b>1 438,3</b>	<b>3,1</b>
<b>Services marchands</b>	<b>9,0</b>	<b>5,1</b>	<b>10,8</b>	<b>911,7</b>	<b>839,2</b>	<b>2,7</b>
<i>Transports</i>	49,3	21,5	-13,1	68,1	39,6	-0,2
<i>Postes et télécommunications</i>	21,4	3,0	-7,1	108,1	118,6	-0,3
<i>Commerce</i>	10,5	10,2	17,2	509,1	409,8	2,0
<i>Banques et assurances</i>	3,4	6,5	-3,2	61,5	65,0	-0,1
<i>Autres services marchands</i>	-3,8	-6,5	23,2	164,8	206,2	1,3
<b>Services non marchands</b>	<b>4,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>799,9</b>	<b>644,8</b>	<b>0,3</b>
<i>Administrations publiques et ISBL</i>	4,2	0,8	1,2	713,4	573,0	0,2
<i>Autres services non marchands</i>	2,9	4,3	3,6	86,5	71,7	0,1
<b>SIFIM</b>	<b>10,0</b>	<b>12,2</b>	<b>-6,3</b>	<b>-50,9</b>	<b>-45,6</b>	<b>0,1</b>
Impôts et taxes	9,1	6,2	17,8	353,3	272,4	1,4
<b>PIB</b>	<b>4,1</b>	<b>5,8</b>	<b>3,0</b>	<b>3 941,9</b>	<b>3 100,9</b>	<b>3,0</b>

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

## EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE

### Les mauvaises performances du secteur primaire

En 2009, le secteur primaire chute fortement de 9,3% contre une hausse remarquable de 20,5% l'année précédente en raison des mauvaises conditions climatiques.

En effet, l'arrêt prématuré des pluies et les inondations constatées dans plusieurs régions ont conduit à des pertes irrémédiables aussi bien sur les cultures vivrières que sur les cultures de rentes. Ainsi, l'agriculture vivrière chute de 14,8% en 2009 et l'agriculture de ren-

te se contracte de 25 %.

Au total, le secteur agricole a le plus pesé dans la contre performance économique de 2009. En effet, il contribue négativement à la croissance économique à hauteur de 2,9 points.

### La reprise de la croissance du secteur secondaire

Après un recul de 7,1% l'année précédente, le secteur secondaire croit de 7,1% en 2009 en raison des bonnes performances des industries extractives, énergétiques, textiles et du BTP.

En effet, la branche extraction, portée par l'exploitation aurifère, connaît un boom en 2009. Sa croissance est de 172,7% par rapport à l'année précédente en raison de l'exploitation florissante des mines d'or. Ainsi la production d'or a plus que doublé, passant de 5,5 tonnes en

2008 à 12,2 tonnes en 2009 faisant de l'or le premier produit d'exportation devant le coton.

Les bâtiments et travaux publics (BTP) qui représentent 31% du secteur secondaire en termes de valeur ajoutée, progresse de 6,1% en 2009 contre une baisse de 4,5% l'année précédente. Cette hausse est imputable aux grands chantiers entrepris par le gouvernement notamment la construction d'échangeurs et la réhabilitation de certaines routes.

En outre, la reprise de l'industrie textile s'est poursuivie en 2009 grâce à une évo-

lution favorable du cours du coton. La croissance dans cette branche a été de 2,1% après une forte augmentation de 39,4% l'année précédente.

Par contre, les industries manufacturières poursuivent leur baisse entamée l'année précédente. En effet, les autres industries manufacturières connaissent un fléchissement de 2,9% par rapport à l'année précédente, imputable aux industries agroalimentaires et du papier.

Au total, le secteur secondaire contribue à la croissance à hauteur de 1,3 point.

### Les bonnes performances du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire croit de 7,0% en 2009 contre une augmentation de 3,0% en 2008.

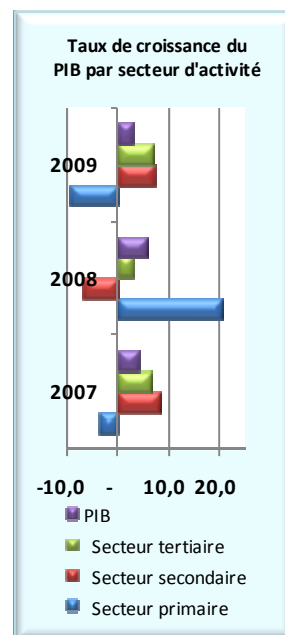
Le secteur tertiaire marchand croit fortement de 10,8% en 2009 contre 5,1% l'année précédente. Cette situation s'explique par les bonnes performances des branches commerciales et

des autres services principalement fournis aux entreprises, notamment l'exploration et le forage minier qui viennent en soutien aux activités extractives.

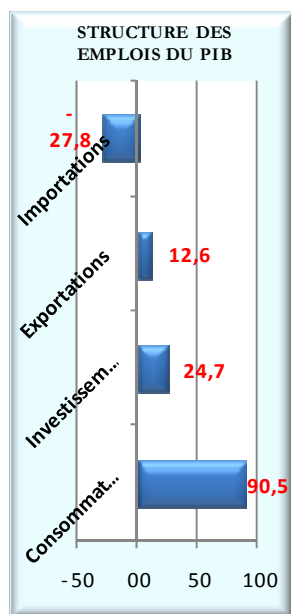
Au niveau du secteur tertiaire non marchand, la croissance est de 1,5% en 2009 contre 1,2% en 2008. On note une reprise des activités des administrations publiques et des ISBL. En effet,

leur valeur ajoutée a progressé de 1,2% en 2009 contre 0,8% en 2008.

Au total, la contribution du secteur tertiaire à la croissance économique en 2009 est de 3,1 points. C'est le secteur tertiaire qui contribue le plus à la croissance économique nationale en 2009, par rapport aux autres secteurs.



« EN 2009, LE SECTEUR PRIMAIRE CHUTE FORTEMENT DE 9,3% CONTRE UNE HAUSSE REMARQUABLE DE 20,5% L'ANNÉE PRÉCÉDENTE EN RAISON DES MAUVAISES CONDITIONS CLIMATIQUES;»



## ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

La croissance du PIB en 2009 provient principalement comme en 2008 de la demande intérieure totale, dont la composante prédominante demeure la consommation finale qui représente du 90,5% du PIB. Les investissements connaissent une bonne

tenue avec une contribution à la croissance de +3,0 points en 2009. Ce dynamisme est lié à la réalisation d'importantes infrastructures et la poursuite de l'expansion du secteur minier. La contribution des échanges extérieurs demeure négative (-0,7 point)

mais connaît une amélioration par rapport à 2008 où elle était de -3,7 points. Cette situation s'explique par une augmentation importante des exportations par rapport aux importations.

### La demande intérieure progresse modérément

En 2009, la demande intérieure (+4,0%) connaît un ralentissement du rythme de sa croissance comparative-ment à 2008 où elle s'élevait à 8,3%. Cela est lié au ralen-

tissement de l'évolution des dépenses de consommation finale des ménages (+1,6% en 2009 contre 8,9% en 2008). Cependant, la consommation finale demeure la principale composante de la demande intérieure dont elle en constitue 78,5%.

La part des investissements dans la demande intérieure est de 21,5% et reste comparable à son niveau de 2008 (21,8%) en dépit d'une croissance substantielle en volume (+12,2%).

« LES DÉPENSES DE CONSOMMATION FINALE CONNAISSENT UNE LÉGÈRE HAUSSE EN 2009 COMPARATIVEMENT À CELLE ENREGISTRÉE EN 2008. »

## LA CONSOMMATION FINALE

### Faible évolution de la consommation finale

Les dépenses de consommation finale connaissent une légère hausse en 2009 comparativement à celle enregistrée en 2008. En effet, elles passent d'une croissance en volume de 7,2% en 2008 à

seulement 1,8% en 2009. Cette faible évolution est liée au ralentissement de la consommation finale privée (+1,6% en 2009 contre +8,9% en 2008). Cela est lié à la contreperformance du secteur primaire comparativement à 2008 affectant le

revenu disponible des ménages. La contribution à la croissance des dépenses de consommation finale baisse, passant de 6,5 points en 2008 à 1,7 points en 2009.

Libellés	Evolution en volume au prix constant de 1999			2009		
	2007	2008	2009	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	2,9	7,2	1,8	3 566,1	2 811,1	1,7
Dont : Ménage	1,8	8,9	1,6	2 711,2	2 118,6	1,1
Administrations publiques	6,2	2,0	2,6	854,9	692,5	0,6
(2) Investissement : (21) +(22)	7,9	12,9	12,2	974,0	833,1	3,0
(21) Formation brute de capitale fixe	9,0	8,6	15,3	887,4	815,6	3,6
Dont : Privée	-2,7	14,9	30,0	409,0	428,5	3,3
publique	20,3	3,7	2,5	478,4	387,1	0,3
(22) Variations des stocks	-47,0	450,9	-49,9	86,7	17,6	-0,6
(3) Exportation nette (31) - (32)	2,1	26,9	4,3	-598,3	-512,2	-0,7
(31) Exportations	5,3	5,8	17,8	497,2	326,9	1,6
(32) Importations	3,4	18,4	9,2	1 095,5	839,1	2,3
PIB = (1) +(2) +(3)	4,1	5,8	3,0	3 941,9	3 100,9	3,0

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

### **Faible augmentation de la consommation finale des ménages et stabilité de celle des administrations publiques**

La consommation finale des ménages en 2009 croît de 1,6%, niveau le plus bas observé sur la période 2005-2009. Par ailleurs, son poids dans la dépense de consommation finale totale demeure stable et prépondérante comparativement à 2008 (+76,0 en 2009 et +76,5 en 2008).

La répartition des dépenses de consommation des ménages par ordre d'importance demeure quasiment inchangée par rapport à 2008. Les ménages affectent dans l'ordre d'importance leur revenu aux dépenses alimentaires (55,6%), à l'acquisition des biens durables (9,0%), à l'énergie (7,3%), aux services de logement (4,7%), aux textiles et habillement (4,3%) et à l'hôtellerie et la restauration (3,5%). La part

des dépenses de communication connaît une stabilité en s'établissant à 3,2% en 2009 contre 3,3% en 2008.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques augmentent en volume de 2,5% en 2009 (+2,0% en 2008). Leur contribution à la croissance du PIB s'établit à 0,6 point contre 0,5 point en 2008.

## L'INVESTISSEMENT

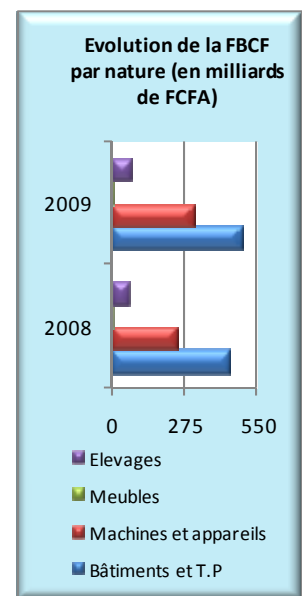
### **Forte progression des investissements en 2009**

L'année 2009 marque une forte progression des investissements qui devient le moteur de croissance économique. En effet, leur contribution à la croissance économique s'élève à 3,0 points contre 0,1 point de contribution pour la consommation finale. En outre, les investissements en 2009 connaissent

une croissance remarquable (+12,2%) sous l'impulsion de la FBCF privée qui augmente exceptionnellement (30,0% en 2009). Cette situation est liée à la poursuite des investissements dans le secteur minier. Quant à la FBCF publique, elle connaît une croissance modérée de 2,5% contre 3,7% en 2008. La poursuite des grands chantiers de construction et de modernisation des infrastruc-

tures publiques expliquent cet accroissement.

En 2009, la structure des principales composantes de la formation brute de capital fixe demeure inchangée comme en 2008 et se présente comme suit : BTP (55,2%), machines et appareils (34,8%) et produits de l'élevage (8,8%).



## LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

### **Une réduction du déficit du commerce extérieur**

Le déficit du commerce extérieur se réduit en 2009 pour se chiffrer à 598,3 milliards contre 617,8 milliards en 2008. La forte augmentation des exportations conjuguées à la faible hausse des importations sont les facteurs explicatifs de ce recul du déficit. La contribution à la croissance des échanges extérieurs est légèrement négative, à -0,7 point (après -3,7 points en 2008). Par ailleurs, le déficit de la balance commerciale

s'est établi à 15,2% du PIB.

### **Une forte augmentation des exportations en 2009**

Les exportations de biens et services croissent fortement (+17,8%) en 2009. Cette hausse en volume notable depuis l'année 2006 (+25,0%) et elle est liée à l'expansion du secteur minier avec l'explosion des exportations d'or. En effet, le coton, longtemps resté le principal produit exporté, a cédé la place à l'or qui contribue en 2009 à 42,3 % des exportations, contre 31,1% pour le

coton.

### **Une croissance légère des importations**

Le ralentissement de la demande intérieure (+4,0% en 2009 après +8,3% en 2008) entraîne celui des importations qui passent d'une croissance de 18,4% en 2008 à 9,2% en 2009, particulièrement les produits pétroliers et agro-alimentaires. Par contre, les importations des machines et appareils gardent leur dynamique de croissance (33,9% contre 35,6% en 2009).

« LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR SE RÉDUIT EN 2009 POUR SE CHIFFRER À 598,3 MILLIARDS CONTRE 617,8 MILLIARDS EN 2008 »

## LA FORMATION DES PRIX

### *Une inflation maîtrisée en 2009*

En 2009, le taux d'inflation mesurée par l'IHPC est de 2,6% contre 10,7% en 2008 ; ce qui permet de respecter la norme communautaire UEMOA de 3%.

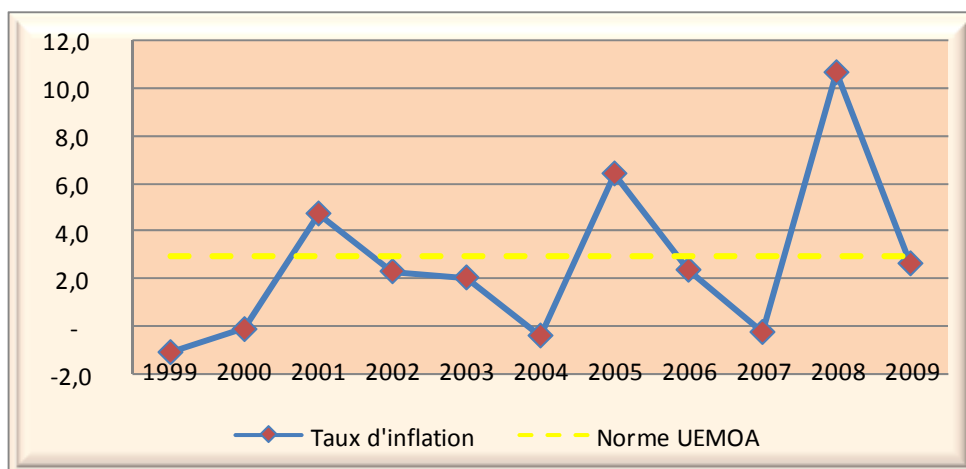
Cette baisse du taux d'inflation est principalement liée

au recul des prix des produits alimentaires observés sur le marché international et aux résultats de la bonne campagne agricole 2008/2009.

Le faible taux d'inflation obtenu en 2009, selon les fonctions de consommation, s'explique essentiellement

par l'effet conjugué de l'augmentation modérée des prix de la fonction « produits alimentaires (+2,5% contre +23,3% en 2008) », de la baisse des prix des « transports (-1,7%) » et des « biens divers (-3,1%) ». Par contre le prix de fonction « logement » reste toujours élevée (+10,7%).

« EN 2009, L'INFLATION EST DE 2,6% CONTRE 10,7% EN 2008 ; CE QUI PERMET DE RESPECTER LA NORME COMMUNAUTAIRE UEMOA DE 3%. »



### *Une forte hausse des prix à l'exportation et une baisse des prix à l'importation*

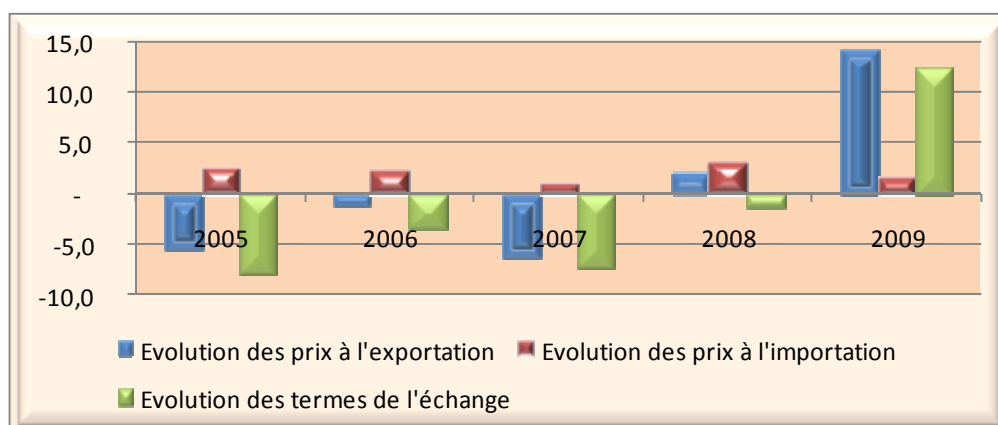
Dans un contexte international marqué par une envolée des prix de l'or et une légère baisse des prix à l'importation, les termes de l'échange ont connu une amélioration en 2009. Ils ont atteint un niveau record depuis 2002,

en se situant à 114,8. Soit une amélioration de 10,7% contre une dégradation continue depuis 2005.

En effet, les prix à l'exportation ont connu une forte hausse, 10,6% en 2009 contre une faible hausse de 2,0% en 2008 précédée de trois années de baisse de prix. Cette évolution s'explique essentiellement par l'envolée du cours interna-

tional de l'or non monétaire et l'embellie des prix du coton.

Quant aux prix à l'importation, ils ont légèrement baissé, -0,1% contre une hausse de 3,3% en 2008. Cela s'explique par la baisse des prix des principaux produits importés sur le marché international notamment les produits pétroliers.





## LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

### *Une légère régression du pouvoir d'achat des ménages*

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages a connu en 2009 une légère hausse de 2,0% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette performance est imputable à la baisse de la production du secteur primaire de -9,3%. Cela a conduit à un ralentissement de l'activité économique dans le secteur institutionnel des ménages. Ainsi donc on constate un recule respectif de la production et du revenu mixte du secteur de -0,3% et de -0,9%. En outre on observe une augmentation du niveau des salaires reçus moins importante que l'année précédente (4,8% en 2009 contre une hausse de 12,0% en 2008).

Il faut ajouter que les effets de

conjuncture induits par les inondations de 2009 et la contre performance des activités agricoles ont conduit à une forte croissance des transferts vers les ménages qui ont connus une hausse de 43,1% en 2009. La forte hausse des transferts vers les ménages a permis de maîtriser l'impact négatif de la campagne agricole sur le revenu disponible des ménages. Cependant le niveau de croissance du RDB des ménages reste faible comparativement au niveau de l'inflation sur la même période, ce qui conduit à une légère baisse de 0,6% du pouvoir d'achat réel des ménages. (RDB des ménages déflaté par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation)

### *Une augmentation du taux d'épargne et du taux d'épargne financière des*

### *ménages.*

Le taux d'épargne des ménages (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) est de 11,9%, ce qui traduit une diminution de 2 points par rapport à l'année précédente. Ce recule de l'épargne est lié à la faible hausse du RDB des ménages, ce qui traduit une faible hausse de l'épargne qui d'emblée n'était pas importante compte tenu de la faiblesse du niveau du revenu dont la grande part est consacrée à la consommation.

Le taux d'épargne financière des ménages en 2009 (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages), du fait des transferts à l'endroit des ménages, est en hausse et s'établit à 4,5 contre 2,3 en 2008.

«LE REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES A CONNU EN 2009 UNE LÉGÈRE HAUSSE DE 2,0% PAR RAPPORT A SON NIVEAU DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE»

## LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

### *Légère amélioration des taux de marge et d'épargne des sociétés non financières*

Le taux d'épargne des sociétés non financières s'améliore en 2009 après une baisse continue depuis 2005 et s'établit à 26,7% en 2009 contre 16,3% en 2008 et 34,9% en 2005. Leur taux d'investissement baisse de 6,3 points passant

d'un niveau record de 45,4% en 2008 à 39,1% en 2009 induisant ainsi une hausse de leur taux d'autofinancement qui passe de 36,0% en 2008 à 68,2% en 2009 soit une hausse de +32,2 points. La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée quant à elle baisse légèrement et passe de 41,0% en 2008 contre

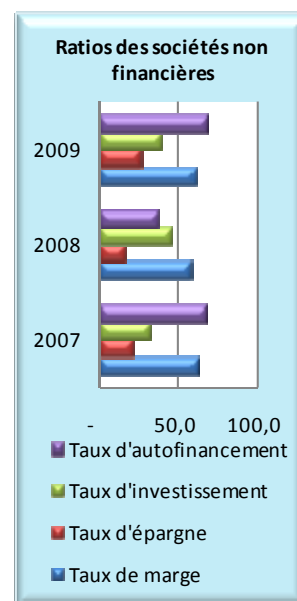
37,3% en 2009. Cette baisse est un retour à la tendance de ces dernières années après un pic constaté en 2008. Par ailleurs, le taux de marge s'améliore et passe de 57,4% en 2008 pour s'établir à 60,0% en 2009 en relation avec une forte croissance de la valeur ajoutée des sociétés non financières (22,3%).

### *Baisse du taux d'investissement des sociétés financières accompagnée d'un regain de croissance de leur taux d'épargne.*

Le taux d'épargne des sociétés financières continue de baisser depuis 2007 (32,0%) et s'établit à 16,8% en 2009 en rela-

tion avec une baisse progressive de leur formation brute de capital fixe. Par contre, leur taux d'épargne s'améliore en 2009 avec une hausse de +7,4 points, entraînant une forte hausse de leur taux d'autofinancement qui passe de 120,7% en 2008 à

215,6% en 2009 soit une hausse de 94,9 points. La part de la charge salariale baisse légèrement en 2009 de 3,9 points après une hausse continue depuis 2005 induisant ainsi une amélioration de leur taux de marge qui croit de +4,5 points.



## LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

### *Une réduction du besoin de financement et une forte de la dette intérieure des administrations publiques*

Après s'être fortement aggravé en 2008 (30,5%) en raison d'une augmentation des dépenses publiques pour faire face aux effets conjoncturelles de l'année (la vie chère et des mesures de suspension de perception de certaines taxes sur les produits de grande consommation), le déficit public en 2009 s'est réduit de 11,4% et ne représente que 3,6% du PIB, ce qui traduit un assainissement de la gestion budgétaire. Cette réduction

est expliquée aussi bien par la hausse des recettes totales (principalement les recettes fiscales : +49,9 milliards de francs CFA) que par celle des dons (+81,1 milliards de francs CFA).

En ce qui concerne la dette publique, son encours en fin 2009 s'est établi à 1036,4 milliards de francs CFA, soit une hausse de 20,1% par rapport à l'encours en fin 2008 qui était de 863,0 milliards de francs CFA. En pourcentage du PIB, l'encours en fin de période représente un taux d'endettement de 26,3% soit une augmentation de 3,8 points par rapport à l'année précéden-

te.

La hausse de l'encours de la dette est due aussi bien la dette extérieure (+65,5 milliards de francs CFA) qu'intérieure (+108,0 milliards de francs CFA). L'encours de la dette extérieure s'est accru de 8,9%.

La dette intérieure a connu une forte croissance de 86,1%. Cette hausse s'explique principalement par l'émission de deux emprunts obligataires au cours de l'année 2009 de 80,7 milliards de francs CFA.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,  
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04  
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE  
SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,  
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,  
CONNAÎTRE C'EST MESURER

---

**Directeur Général :** Bamory OUATTARA

---

**Directeur des Statistiques et  
des Synthèses Economiques :** Namaro YAGO

---

**Chef de service des  
comptes nationaux :** B. François RAMDE

---

**Rédacteurs :** Pousga Dieudonné SAWADOGO  
Issaka NIANGAO  
Issa ZERBO  
N. Augustin KABORE  
Fati ZOURE

---

**Relecteurs :** Pascaline OUOBA  
David TIENDREBEOGO  
Maliki OUEDRAOGO  
Edouard TAPSOBA  
Yacouba TRAORE  
Elysée KABORE

---